

ANNÉE 1939

N°

1114

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN MEDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

TARDIF René

Né le 19 Janvier 1915, à Asnières (Seine)

UNE MAISON D'ALIÉNÉS ET DE CORRECTIONNAIRES
SOUS L'ANCIEN RÉGIME AU XVIII^e SIÈCLE

(Histoire de la Charité de Château-Thierry)

Président de Thèse : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1939

ANNÉE 1939

N°

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

TARDIF René

Né le 19 Janvier 1915, à Asnières (Seine)

UNE MAISON D'ALIÉNÉS ET DE CORRECTIONNAIRES
SOUS L'ANCIEN RÉGIME AU XVIII^e SIÈCLE

(Histoire de la Charité de Château-Thierry)

Président de Thèse : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1939

Le Douen..... TIFFENEAU

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIERE.
Physiologie	LÉON BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	POLONOVSKI
Bactériologie	ROBERT DEBIRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générale....	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	ABRAMI
Pathologie chirurgicale	MONDOR.
Anatomie pathologique	LEROUX.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée....	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.	CHIRAY.
Clinique médicale	LOEPER
	CARNOT.
	CLERC.
	MARCEL LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULLET.
Clinique des maladies des enfants	NOBECOURT.
Clinique des maladies mentales et des ma- ladies de l'encéphale	
Clinique des maladies cutanées et syphi- litiques	H. CLAUDE.
Clinique des maladies du système nerveux	GOUGEROT.
Clinique des maladies infectieuses	GUILLAIN.
	LEMIERRE.
	CUNEO
Clinique chirurgicale	GOSSET
	GREGOIRE
	JENCRMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	CHEVASSU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements	JEANNIN.
	LEVY-SOLAL.
	MOCQUOT.
Clinique gynécologique	OMBREDANNE.
Clinique chirurgicale infantile et ortho- pédie	RATHERY.
Clinique thérapeutique médicale	LEMAITRE.
Clinique oto-rhino-laryngologique	PIERRE DUVAL.
Clinique thérapeutique chirurgicale	M. VILLARET.
Clinique propédeutique	TROISIER.
Clinique de la Tuberculose	
Clinique chirurgicale orthopédique de l'a- dulte	MATHIEU.
Clinique cardiologique	LAUBRY.
Clinique de neuro-chirurgie	CLOVIS VINCENT.
Assistance Médico-Sociale	N...
	HAZARD.
	HOVELACQUE
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	SANNIÉ.
	VERNE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

MM.

Pathologie chirurgicale.. AMELINE.
 Pathologie médicale BARIETY.
 Pathologie médicale..... BÉNARD HENRI.
 Pathologie médicale..... BERNARD ETIENNE.
 Hydrologie..... BESANÇON JUSTIN.
 Pathologie médicale..... BOULIN.
 Histologie BULLIARD.
 Pathologie médicale..... CATHALA.
 Pathologie médicale..... CHEVALLIER.
 Pathologie médicale COSTE.
 Physique DOGNON.
 Urologie FEY.
 Pathologie chirurgicale.. FUNCK.
 Parasitologie GALLIARD.
 Bactériologie GASTINEL.
 Pathologie chirurgicale.. DE GAUDART D'ALLAINES.
 Physiologie GAYET.
 Pathologie médicale..... DE GENNES.
 Histologie GIROUD.
 Pathologie médicale..... HAGUENAU.
 Oto-rhino-laryngologie .. HALPHEN.
 Anatomie pathologique.. HUGUENIN.
 Hygiène JOANNON.
 Obstétrique LACOMME.

Obstétrique LANTUEJOU.
 Pathologie médicale..... LAROCHE G.
 Parasitologie LAVIER.
 Pathologie médicale LELONG.
 Pathologie expérimentale LEMAIRE.
 Pathologie chirurgicale.. LEVEUF.
 Pharmacologie Mlle J. LEVY.
 Neurologie et Psychiatrie LEVY-VALENS.
 Pathologie chirurgicale .. MÉNÉGAUX.
 Pathologie médicale..... MOLLARET
 Pathologie médicale..... MOREAU.
 Pathologie chirurgicale.. MOULONGUET.
 Pathologie médicale..... MOUQUIN.
 Pathologie chirurgicale.. FETIT UT.
 Médecine légale..... PIÉDELIEVRE.
 Obstétrique PORTES.
 Ophtalmologie RENARD.
 Physiologie FICHET.
 Pathologie chirurgicale.. SENEQUE.
 Pathologie médicale..... TURPIN.
 Obstétrique VIGNES.
 Pathologie chirurgicale.. WILMOTH.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS À L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

MM.

Pathologie chirurgicale.. ALGLAVE.
 Pharmacologie BUSQUET.
 Physiologie CHAILLEY-BERT
 Obstétrique GUÉNIOT.
 Pathologie chirurgicale .. HEITZ-BOYER.

Pathologie chirurgicale.. LARDENNOIS.
 Obstétrique LE LORIER.
 Parasitologie NEVEU-LEMAIRE.
 Pathologie chirurgicale .. SCHWARTZ.
 Obstétrique VAUDESCAL.

A TITRE PERMANENT

MM.

BASSET.

BROCC.

CADENAT.

GATELLIER.

MOURE.

QUENU.

VELTER

Clinique
chirurgicale

Clinique
médicale

Clinique obstétricale.

METZGER

MM.

CHAILLEY-BERT, agrégé.

LEDOUX-LEBARD.

RUPPE.

WEIL-HALLÉ.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MA FEMME

*Avec toute ma tendresse et
mon affection.*

A TOUS LES MIENS

A TOUS MES AMIS

A MON MAITRE

MONSIEUR LE PROFESSEUR LAIGNEL-LAVASTINE

Officier de la Légion d'Honneur

Officier d'Académie

Membre de l'Académie de médecine

Professeur de Clinique des maladies mentales
à la Faculté de Médecine

*Qui a bien voulu nous faire
l'honneur de présider cette
thèse en hommage et en remer-
ciement.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR SERIEUX

Médecin honoraire des asiles de la Seine

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Instruction Publique

*Qui par ses directives et ses
conseils éclairés nous a permis
d'effectuer ce travail. En re-
merciement.*

A TOUS MES MAITRES DANS LES HOPITAUX

La maison de force de la Charité de Château-Thierry, tenue par les religieux de l'Ordre de Saint-Jean de Dieu, ou Frères de la Charité (1) a, comme leurs dix autres pensionnats d'aliénés et de correctionnaires, rempli une fonction des plus importantes au point de vue du traitement des maladies mentales et de l'élimination des anormaux antisociaux. Comme le déclaraient les religieux en 1790, leurs maisons sont « chargées de fous, imbéciles, épileptiques, et servent d'asiles à certains êtres qui troubleraient la Société ou en deviendraient le fardeau ».

Thibaut, comte de Champagne, avait fondé, en 1326, à Château-Thierry, dans le faubourg de la Barre, à l'endroit où les deux chemins de Soissons venaient se rejoindre, une maladrerie, ou léproserie qui devait, par la suite, devenir l'hospice de la Charité.

Lorsque le duché de Château-Thierry fut donné au duc de Bouillon (1651), en échange de la principauté de Sedan, la mère du jeune duc Godefroy, Maurice de Bouillon, « Dame Eléonore de Bergue, duchesse de Bouillon, veuve du très amé Frédéric

(1) Installés en France en 1601, les Frères de Saint-Jean de Dieu, ou Frères de la Charité, ou Charitains, ne tardèrent pas à jouir d'une réputation considérable. Leurs pensionnats d'aliénés (Charités de Charenton, Senlis, Château-Thierry, Pontorson, Cadillac, Romans, etc...), leurs hôpitaux civils (Hôpital de la Charité de Paris, etc...) et leurs hôpitaux militaires en avaient fait un ordre dont le rôle, essentiellement hospitalier, est très important, aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans l'histoire de l'assistance aux malades et, entre autres, aux aliénés. En 1790, les Frères de Saint-Jean de Dieu possédaient en France 32 hôpitaux et 7 aux Colonies.

Maurice de la Tour d'Auvergne, vivant duc de Bouillon, de Château-Thierry et autres lieux », installa dans la maladrerie, en 1654, les religieux hospitaliers de la Charité de Saint-Jean de Dieu. Dans une lettre du 20 avril 1654, adressée aux échevins de Château-Thierry, la duchesse de Bouillon écrit :

« Chers et bien amez, sachant avec quelle affection, soin et zèle les Révérends Pères de la Charité assistent les pauvres malades et blessés, au grand bien et soulagement du public, cela m'a donné pensée de les habituer et installer dans nos terres pour leur attirer la bénédiction de Dieu, et comme Château-Thierry est celle que nous aymons autant et à laquelle nous voulons faire plus de bien, je n'ay pas voulu différer plus longtemps à prier les dits Pères d'y vouloir aller exercer la charge de la Charité qui est si utile au peuple tant pour les âmes que pour le corps, comme leur Institut les oblige... à quoy je m'asseure bien que vous contribuerez de vos soins et affection pour ce nouvel établissement, ce que me promettant de vous et que me donnerez ces marques d'affection pour une chose que j'ay fort à cœur, je prierai Dieu, chers et bien amez, vous avoir en sa sainte garde et protection.

Votre plus affectionnée...

Signé : F. M. Duchesse de Bouillon (1).

(1) En 1930, par application d'une décision de la Commission administrative, une plaque de marbre rappelant le souvenir des fondateurs de la Charité a été placée dans le vestibule de l'hospice. Elle porte l'inscription : « Cette maison hospitalière fut fondée en juin 1654 par les Frères de Saint-Jean de Dieu, avec l'aide de dame Eléonore de Bergue, duchesse de Bouillon et de Château-Thierry ».

Le même jour avait été dressé par devant Me Thoreau, notaire au Châtelet de Paris, le contrat de fondation de la maison consenti « au Révérend Père Gervais Levert, Provincial (le Provincial était le Supérieur Général de l'Ordre pour la « Province » de France), et au Père Barnabé Périer, aussy religieux du dit ordre et député du Père Provincial, et Yves Aubertin, pareillement religieux et député de la même maison et procureur syndic dudit ordre. « Il spécifiait que « la maison de maladrerie, fonds et revenus en dépendans », seraient remis aux religieux de l'ordre de la Charité » dont l'intérêt particulier a pour fondement d'assister les pauvres malades et blessés dans les hôpitaux », afin que par eux soient « régis, gouvernés et médicamentés les pauvres malades et blessés du sexe masculin... Les dits religieux ont promis de faire leur possible pour obtenir de Sa Sainteté permission que la dite dame et ses descendants puissent entrer, quand bon leur semblera, non seulement dans la dite maison et hôpital de Château-Thierry mais aussi dans toutes les autres maisons de leur ordre qu'ils ont en France ».

Les habitants de Château-Thierry, convoqués, le 26 avril, au son de la cloche, en la manière accoutumée, pour faire connaître leur avis sur la fondation, avaient déclaré qu'ils avaient « iceluy contrat pour agréable », et le lieutenant général avait rendu une ordonnance pour prendre possession de la maison et hôpital. Le 30 avril 1654, le R. P. Gervais Le Vert, Provincial et Vicaire général, le P. Ange Papillon, Prieur du cou-

vent et hôpital de la Charité Notre-Dame des Convalescents, son secrétaire, et Germain Fourré, religieux profès du dit Ordre, vinrent à Château-Thierry pour prendre possession de l'hôpital en présence des échevins, des syndics et des principaux de la ville ; ils dressèrent inventaire des meubles trouvés dans la maison. Le 22 août, l'évêque de Soissons permit aux religieux de s'installer dans le diocèse.

Les Lettres Patentes du Roy, du 22 décembre 1656, approuvent et confirment le don fait aux religieux de l'hôpital, maison, cour, jardin, cimetière, « pour en jouir, par les dits religieux du dit ordre qui y sont et seront établis, du contenu en ceux, pleinement, paisiblement et perpétuellement, conformément aux règles et constitutions de leur ordre... pour y recevoir, nourrir, panser et médicamenter les pauvres malades et blessés du sexe masculin tant de la dite ville et faubourg qu'autres qui se présenteront, ainsi qu'il se pratique dans tous les autres hôpitaux... du dit ordre de la Charité établis pour le bien public, soulagement et assistance des pauvres malades et soldats blessés qui vont et viennent de nos armées... ». Les religieux sont chargés « de faire dire et célébrer par chacun an, à perpétuité, au dit hôpital, une messe à pareil jour que celui de notre naissance et de prier Dieu pour notre prospérité et santé, la paix et le repos de cet Etat.

En 1669 le « couvent et hospital Saint Jean-Baptiste de la Charité de Château-Thierry », n'avait que trois lits. D'autres lits ne tardèrent pas à être fondés ; en 1720, l'hôpital possède cinq lits, cinq religieux et deux domestiques.

En 1722 est fondé « un lit garny au dit hôpital pour y recevoir, nourrir, panser et médicamenter un pauvre malade de la qualité de ceux que l'on reçoit ordinairement, c'est-à-dire qu'il soit de maladie curable et non contagieuse, ni vénérienne, particulièrement ».

Nous avons des renseignements précis sur les soins donnés aux « pauvres malades » de l'hôpital, d'après J. de Loyac (1661) :

« Sitôt qu'ils (les malades) sont arrivés, un religieux leur lave les pieds... et les couche ensuite dans un lit propre, chauffé s'il est besoin, et avec draps, linges et autres accessoires... Les malades sont visités, au moins une fois tous les jours, par les médecins accompagnés des religieux, infirmier et pharmacien, et qui leur ordonne tout ce qui est nécessaire, tant pour les remèdes et médicaments, que pour le boire et le manger, qu'ils reçoivent à heures fixes. Outre cela, on donne aux plus malades, la nuit comme le jour, de trois heures en trois heures, des rafraîchissements appropriés, tels que : œufs frais, bouillons, consommés, gelés et confitures. A cet effet, et pour les secours à donner dans leurs autres besoins, outre l'assistance continuelle qu'ils reçoivent durant le jour de la part des religieux, ils sont encore veillés pendant la nuit par ceux qui font la garde tour à tour dans les infirmeries... ».

Un point important est spécifié dans les règles de l'Ordre : « les malades sont couchés un seul en chaque lit, pour éviter l'incommodité qu'ils feraient à l'autre s'ils couchaient deux dans un même lit » (comme à

l'Hôtel-Dieu de Paris). Les religieux sont tenus, non seulement de laver les pieds des malades à leur arrivée, mais de leur laver les mains soir et matin avant leur repas. Une ordonnance du Père Provincial, de 1708, est ainsi conçue :

« Premièrement : il est enjoint aux supérieurs et infirmiers de prendre un grand soin des pauvres malades, et on leur donnera toutes les choses nécessaires pour les aliments et médicaments.

« Deuxièmement : Il leur sera donné des bouillons bons, et l'on usera de précaution pour avoir de la viande ; si l'on ne peut en avoir, on aura dans la maison des poules pour faire des bouillons...

« Quatrièmement : On leur donnera du vin sitôt qu'ils seront en état d'en boire, et non, comme l'on en a fait, deux jours avant leur sortie.

« Cinquièmement : L'on aura les remèdes nécessaires comme électuaires, sirops, tablettes, séné, manne, rhubarbe, casse, etc...

« Sixièmement : Le lavement des pieds étant presque aboli les prieurs tiendront la main à ce que soit exercée sa coutume régulièrement... »

Au XVIII^e siècle, le nombre des lits pour les pauvres malades fut porté à sept, et en 1670, une maison de force pour le traitement des insensés et la correction des « mauvais sujets » fut créée. Leur nombre au XVIII^e siècle était d'une trentaine. Le prix de la pension commune était de 600 livres. Rappelons que les aliénés, non plus que les correctionnaires, ne pouvaient être admis à la Charité « sous quelque prétexte

que ce soit » que « par lettre de cachet » ou par « Ordre de justice ». Les « ordres du roi » n'étaient délivrés qu'après une enquête approfondie, faite par l'intendant ou le lieutenant général de police, qui adressaient ensuite au ministre un rapport se terminant par leur avis personnel. La lettre de cachet était signée par le Roi et contresignée par le ministre. Cette procédure donnait de sérieuses garanties.

L'emploi des méthodes de douceur était recommandé à l'égard des aliénés et des correctionnaires. Le 22 août 1719, le Provincial recommande aux religieux « la miséricorde et la compassion envers les pauvres malades... comme aussy d'estre honnestes, doux... envers MM. les Pensionnaires et de les consoler ».

« Le 2 février 1722, le T. R. P. Provincial et Vicaire général en France des religieux de la Charité, Ordre de Saint-Jean de Dieu, a fait les ordonnances qui suivent et chargé les P. Prieur et Sous-Prieur de tenir la main à l'exécution d'ycelles : le P. Prieur visitera au moins deux fois par semaine tous les pensionnaires... tant pour les consoler que pour connaître leur situation ». Les Ordonnances du Provincial reviennent à différentes reprises sur ce conseil : « traiter les aliénés avec beaucoup de douceur et de charité ». En 1731, le P. Provincial y insiste à nouveau : il ordonne de « traiter les pensionnaires et les pauvres malades avec douceur, amour et charité ». Il exhorte, en 1834, les religieux « à parler à MM. les pensionnaires avec douceur », et à avoir « pour eux toute l'honnêteté, la

tendresse et la compassion qu'il convient à leur état ».

Le Règlement de 1765 revient sur cette question : « Le Prieur fera la visite au moins une fois par semaine de tous les prisonniers, l'un après l'autre et séparément pour les consoler, les rappeler à une meilleur conduite, et s'assurer par lui-même s'ils sont traités comme ils doivent l'être ; le Sous-Prieur le fera tous les jours, et le Religieux qui sera chargé de la Direction (des pensionnaires) la fera quatre fois par jour ».

Nous n'avons pas trouvé de documents concernant l'admission de pensionnaires au cours du XVII^e siècle. Nous reproduirons ci-dessous, en suivant l'ordre chronologique, les documents ayant trait à la vie du pensionnat au XVIII^e siècle.

Le pensionnaire le plus ancien sur lequel nous avons des renseignements est le sieur Du Cernay, conduit par ordre du Roi du 24 août 1732, expédié à la suite d'une enquête du commissaire Lecomte « à cause d'un dérangement d'esprit d'une espèce singulière ». Sa pension est de mille livres pour lui et son domestique. Bientôt, le Prieur Placide Agogué mande au ministre : « Vous me feriez un plaisir sensible de me délivrer d'un pareil sujet, car il est fort à craindre... il faut le veiller de près ». Du Cernay est transféré à la Charité de Charenton.

Le 1^{er} décembre 1734, une lettre de cachet ordonne l'internement à la Charité d'André de Fautreau pour « corruption de mœurs, infamies, faux ».

En 1737, le Sénéchal de Brest, père d'un libertin

« chargé de dettes », qui s'est fait chasser de l'armée et qui, par sa conduite « ignominieuse, menace de se déshonorer et de déshonorer sa famille », adresse au Lieutenant de Police un placet dans lequel il expose les faits qui justifient l'internement de son fils par correction paternelle. Le Lieutenant de police résume le mémoire du père dans un rapport au ministre et conclut : « Je pense que l'ordre est juste ». Le cardinal de Fleury approuve sa proposition et la lettre de cachet ci-dessous est signée par le Roi et contre-signée par le ministre :

« A notre cher et bien amé le Supérieur du couvent des Frères de la Charité de Château-Thierry.

De par le Roy

Cher et Bien-ami,

Nous vous mandons et ordonnons de recevoir dans votre maison le chevalier de Kersauzon et de l'y garder jusqu'à nouvel ordre, moyennant la pension de trois cent cinquante livres qui vous sera payée par son père ; si n'y faites faute, car tel est notre plaisir.

« Donné à Versailles le 8 sept. 1737.

« Signé : Louis

Contresigné : Phelypeaux »

La Charité de Château-Thierry est placée sous le contrôle du subdélégué, de l'intendant de Soissons, du ministre et du Lieutenant de police. En 1743, le ministre de Maurepas charge l'intendant de Soissons de « faire, tous les ans, une visite au moyen de la-

quelle on sera instruit de la manière dont les pensionnaires y seront tenus et de leur conduite ».

En 1745, sur la plainte d'un pensionnaire, le subdélégué, M. Sutil, se rend à la Charité, communique à tous les pensionnaires la lettre de l'intendant qui le charge d'une enquête, et recueille leurs doléances. Le Prieur Paulin Desmarais rend compte de cet incident, le 26 mai, au Lieutenant de police : il se plaint que l'intendant prête trop facilement l'oreille aux récriminations des pensionnaires « qui sont pour le moins aussi bien qu'à Charenton ». Le surlendemain, le Prieur reçoit de l'intendant de Soissons, M. Miliand, une lettre lui mandant que son subdélégué lui « a rendu bon témoignage de l'ordre qui s'observe actuellement dans la Charité ».

Le 30 nov. 1749, le ministre Saint-Florentin, désireux d'empêcher la prolongation abusive des internements, envoie aux intendants une circulaire avec un état des prisonniers dont « la longue détention peut venir ou d'oubli de la part des supérieurs, ou de trop de dureté et de motifs d'intérêt de la part des parents, ce qui répugnerait à la justice du Roy ».

1753. — On trouve pour cette année un ordre de capture et une lettre de cachet, signés de Louis XV, pour l'internement d'un pensionnaire à la Charité :

« De par le Roy

« Il est ordonné :

« D'arrêter Pierre-Philibert Dupuis et de le con-

duire aux frais de son père dans la maison des Frères de la Charité de Château-Thierry.

« Fait à Versailles, le 2 sept. 1753.

« Signé : LOUIS

« contresigné : M. de Voyer d'Argenson ».

De par le Roy,

Cher et bien aimé,

Nous vous mandons et ordonnons de recevoir dans votre maison Pierre-Philibert Dupuis et de l'y garder jusqu'à nouvel ordre de nous au moyen de la pension qui vous sera payée par son père ; si n'y faites faute, car tel est notre plaisir.

Signé : Louis.

Contresigné : M. de Voyer d'Argenson.

1755. — Des instructions du ministre de Paulmy d'Argenson ordonnent au Prieur de fournir un état annuel des internés, « le roy désirant être informé annuellement de l'état des prisonniers par lettre de cachet... de la situation actuelle où chacun d'eux se trouvera par rapport à la santé du corps et de l'esprit, de même que de la conduite que tiendront ceux qui auront été arrêtés pour quelque dérèglement dans leurs mœurs... On le voit, les maisons d'aliénés sont soumises au contrôle de l'autorité administrative.

1756. — Le 15 mai « Messire Jean-François Le Ferou, de Richebourg, écuyer, âgé de 45 ans, entre en vertu d'un Ordre du Roi du 4 du dit, contresigné de Mgr. Rouillé. Folie ».

1758. — En mai, on transfère du donjon de Vincennes à la Charité, par ordre du roi, l'abbé de Moncrif, doyen de l'église d'Autun. Il avait déjà été interné à Tanlay, à la Charité de Senlis et à la Bastille. C'est un « libertin, dissipateur, à la cervelle entièrement tournée, sujet à des accès de folie... Il met tout en combustion ; c'est l'homme du monde le plus dangereux, capable par son intrigue de révolter tout un royaume. » Le Lieutenant de police Bertin adresse à son sujet une lettre de blâme au Prieur (30 mai 1758) : « J'apprends par l'officier de police qui vous a remis l'abbé de Moncrif, détenu par Ordre du Roi dans votre maison, que vous l'avez logé fort mal, dans un endroit où l'on ne voit point clair, où il n'y a point de cheminée, un mauvais lit et les quatre murailles. Je dois vous dire que ce n'est point l'intention du Roi qu'il soit traité ainsi... Donnez-lui donc, à la réception de ma lettre, une chambre claire, commode et à cheminée, et rendez-moi compte du changement que vous aurez apporté à sa situation ». Moncrif fut mis en liberté le 10 octobre suivant ».

Le Prieur était tenu de renseigner l'Intendant de Soissons ou le Lieutenant-Général de Police sur les pensionnaires, de « marquer la conduite qu'ils tiennent », de signaler « le mieux de la maladie ». C'est ainsi que le Prieur Barnabé Guillot mande, le 3 juin 1758, au Lieutenant de Police Bertin des nouvelles d'un pensionnaire aliéné :

« ... Comme depuis longtemps, Monseigneur, je n'ay rien eu à vous marquer de particulier au sujet du Sr

Jordany, c'est ce qui m'a privé d'avoir l'honneur de vous écrire. J'ay celui de vous dire qu'il est tranquille et qu'il nous paraît qu'il n'a plus ses idées du couteau, mais que de temps en temps, il paraît triste et comme n'étant point à luy ; il me dit il y a quelques temps qu'il ne pouvait longtemps s'expliquer, il a aussi toujours ses idées de vouloir prendre des médicaments violents ; je l'en dissuade autant qu'il m'est possible et je ne luy en donne point du tout ; depuis quelque temps, il a commencé à prendre le petit lait qu'il continue ».

1759. — « Les aumônes du Roy dont S. M. gratifie cette maison pour chaque année, originaires de 200 livres », sont en 1759, réduites à 120 livres.

Cette même année, il est fait mention d'un internement par ordre de justice :

« Du 29 may 1759, Messire Pierre-Benoit Le Féron de l'Epinois, écuyer, âgé de 36 ans, entré en vertu d'une sentence d'interdiction, renouvelée en may 1769 ». Note du Prieur : « folie furieuse par intervalles et comme les accès ne sont pas réguliers, il exige une surveillance continuelle ».

De 1760 à 1764, nous relevons quatre admissions pour folie et une pour inconduite, toutes par Ordre du Roi.

L'année 1765 est marquée par l'envoi au Prieur d'un Règlement Général de la maison de Force, expédié par le lieutenant-général de police, M. de Sartine, le 5 août. Le Prieur est chargé de le faire « exécuter dans toutes ses parties, après en avoir donné con-

naissance aux pensionnaires et à tous autres auxquels il sera nécessaire » ; il devra « être exact à me rendre compte de l'exécution de tout ce qui est prescrit, ou des contraventions... » Ce règlement, est un document précieux. On y remarque les dispositions judicieuses pour l'admission et le classement des malades, la tenue des divers registres, les visites, la correspondance, les règles à l'égard des pensionnaires entrants, les sorties, la surveillance et la discipline, l'isolement des sujets turbulents, les maladies incidentes, la vêtue, le logement, la nourriture, les rapports avec les autorités, etc... L'article premier règle ainsi l'admission des aliénés et correctionnaires dans la maison de Château-Thierry :

« Réception. — On ne recevra qui que ce soit, et sous quel prétexte que ce puisse être, dans les maisons de force des religieux de la Charité, que ceux qui seront conduits par ordre du Roy ou de Justice ».

1768. — Le 17 août « le brigadier de maréchaussée à la résidence de Château-Thierry se transporte à la maison de la Charité avec sa brigade » pour procéder à une enquête sur l'évasion d'un pensionnaire, M. de Saint-Sauveur « placé pour être médicamenté du consentement de sa famille ». Le Prieur Damascle Rondelle (qui avait été Procureur à la Charité de Charenton) demande au Lieutenant de Police que son complice, un domestique de la Charité « traître et infidèle, soit puny pour servir d'exemple ». Ce domestique est conduit en prison.

Cette même année, on relève trois entrées par ordre

du Roi pour « folie », pour « imbécillité » et pour « inconduite ».

1769. — On note les entrées ci-dessous par lettre de cachet :

« D'Abadie, baron d'Arboucave, entré en vertu d'un ordre du roi : « Tête absolument perdue, sans aucun instant de raison. Sa folie n'est pas dangereuse ».

« Henry d'Oiré, écuyer, entré en vertu d'un ordre du roi : épileptique et complètement imbécile ».

« De Bartillat, prêtre..., pour inconduite.

« De Calende, prêtre, pour folie ».

Au cours des années suivantes, il est fait mention de particuliers internés par « ordre de justice » ; le nommé Lamblot, entré le 3 mai 1773, « en vertu d'une sentence d'interdiction du Lieutenant-Général de police du bailliage de la ville de Reims, datée du 13 mars 1773. Folie par intervalles non marqués ».

Dans un état fourni par le Prieur, on note : « du 5 novembre 1775, M. Nicolas Henin, âgé de 36 ans, entré en vertu d'une sentence d'interdiction de M. le Lieutenant-Général de police de Reims, en date du 30 octobre 1775. Fou dangereux et insolent et qui n'a jamais la tête à lui ».

Le 13 mars 1778, une circulaire du ministre Amelot prescrit aux intendants de fournir des états annuels des personnes détenues en vertu d'Ordres du Roi, avec les motifs de la détention. Le 22 mars, l'intendant de Soissons, M. le Pelletier, écrit à son subdélégué de Château-Thierry, M. Bourgeois, et lui envoie des mo-

dèles d'états à faire remplir par le Prieur de la Charité. Le 13 avril, M. le subdélégué rend compte à l'intendant de l'inspection qu'il a faite de la Charité « en exécution de ses ordres », et il lui adresse « l'état des personnes détenues d'ordre du Roy », avec mention des « motifs des ordres ». Leur nombre est de 29. On relève 21 aliénés, 7 correctionnaires et 1 pensionnaire « pour poison ».

1779. — Le nommé Portevin, notaire, « entré en vertu d'une sentence d'interdiction du bailli de Silvery en Champagne, en date du 20 juillet 1779. Folie ».

En mars 1779, deux pensionnaires s'évadent avec la complicité de plusieurs personnes. Le subdélégué de Château-Thierry dresse des procès verbaux que le Prieur envoie au ministre. L'intendant de Soissons, M. le Pelletier, propose au ministre, « pour prévenir de pareils abus et calmer les craintes du Supérieur, de la Maison, que les deux complices principaux de l'évasion soient détenus dans les prisons de Château-Thierry pendant une quinzaine de jours... (pour les autres), il suffirait de leur faire une forte réprimande... » Le Ministre Amelot approuve les propositions de l'intendant.

A partir de 1780, le Prieur doit fournir à l'intendant des états semestriels des pensionnaires avec mention de la nature de la maladie et de l'état actuel. De plus, le subdélégué doit faire à cette occasion des visites dans l'intérieur et à tous les prisonniers détenus dans la maison des frères de la Charité de Château-Thierry. (Lettre de l'Intendant du 6 Fév. 1781).

Le 7 janvier 1781, le Frère Arnaud, Prieur de la Charité, adresse à l'intendant de Soissons « l'état des personnes détenues dans la maison des religieux de la Charité de Château-Thierry par ordre du Roy et de justice, entrées, sorties, mortes et existantes, pendant les six derniers mois de 1780 ». Cet état comprend 32 noms. Il y a 28 pensionnaires internés par lettre de cachet et 4 par sentence d'interdiction.

1782. — Un pensionnaire, de la Tour de Glené, fils du premier Président du Parlement d'Aix, qui avait été transféré de la Bastille à Château-Thierry, en vertu d'un ordre du roi donné à Versailles le 31 août 1781 pour libertinage, s'évade en avril de l'ancienne Force. Le subdélégué à l'élection de Château-Thierry, M. Vol de Conantray, dresse procès-verbal de l'évasion.

En 1783 le Règlement de 1765 est complété par un Eclaircissement sur la manière dont sont reçus et traités les prisonniers des diverses maisons de force dont l'administration est confiée aux religieux hospitalisés de l'Ordre de la Charité et de l'ordre qui s'y observe. Cet Eclaircissement, débute ainsi : « Les religieux de la Charité ne reçoivent et ne détiennent dans leurs maisons aucun prisonnier qu'en vertu d'ordre du Roi ou d'autorité de justice ». Aucun internement de peut donc avoir lieu arbitrairement et sans l'intervention de l'autorité administrative ou judiciaire. Les rubriques suivantes fournissent des renseignements sur les règles que doivent observer les religieux de la Charité de Château-Thierry : Ordre de la réception

du prisonnier. — Précautions contre leur évasion. — Enregistrement des prisonniers et de leurs effets. — Ils sont retenus jusqu'à la révocation des ordres du Roi. — Ils logent dans des chambres séparées et saines. — Ordre de discipline. — Emploi de la journée. — Délassement. — Visites. — Puniton. — Précautions pour prévenir la contagion des mauvais sujets entre eux et les autres pensionnaires. — Prix de pension. — Nourriture. — Infirmerie.

L'Eclaircissement ajoute quelques détails sur l'Infirmerie des pensionnaires :

« Comme dans un grand nombre de prisons il se trouve toujours des infirmes ou des malades qui ont besoin de remèdes ou d'attentions particulières, il y a une infirmerie où l'on réunit ces sortes de prisonniers. Cette infirmerie est chauffée par un poêle ou une cheminée. Un religieux instruit dans la médecine et la chirurgie, visite tous les jours deux fois ces malades et leur prescrit les remèdes et les rafraichissements nécessaires. Ils sont administrés avec exactitude et charité, et sans que les familles des prisonniers malades soient tenues de payer un sol pour ces soins et les médicaments ».

En 1783 il y avait 30 pensionnaires à la Charité de Château-Thierry ; 25 d'ordre du Roy ; 3 par sentence d'interdiction ; 2 par arrêt du Parlement. Cette année là il y eut 2 décès et une sortie.

L'année 1784 est une date mémorable dans l'histoire des règles administratives qui présidaient à

l'internement des aliénés ainsi qu'à la durée de la détention des correctionnaires. Dans sa circulaire de mars 1784 sur les lettres de cachet, le baron de Breteuil, ministre de la Maison du Roi, subordonne en principe à une sentence d'interdiction l'expédition des lettres de cachet ordonnant l'internement des aliénés ; l'intervention de l'autorité judiciaire doit donc devenir la règle. Cette réforme capitale supprime, en fait, l'internement des aliénés par lettre de cachet. Le Ministre écrit aux intendants :

« A l'égard des personnes dont on demandera la détention pour cause d'aliénation d'esprit, la justice et la prudence exigent que vous (les Intendants) ne proposiez les ordres (du Roi) que quand il y aura une interdiction prononcée par jugement ; à moins que les familles ne soient absolument hors d'état de faire les frais de la procédure qui doit précéder l'interdiction. Mais, en ce cas, il faudra que la démence soit notoire et constatée par des éclaircissements bien exacts ».

En outre la durée de l'internement des correctionnaires est réglementée avec précision. Ces sujets ne pourront plus être maintenus indéfiniment. Suivant les cas, la détention ne pourra durer plus d'un an, deux ans ou trois ans. Enfin les intendants devront « visiter avec un soin particulier les maisons de Force, interroger les prisonniers », etc.

Le Prieur s'inspire des vues du Ministre concernant les correctionnaires : dans les états qu'il adresse à l'intendant, en 1788, il signale ceux de ces pensionnaires qui pourraient être mis en liberté :

« Louis de Bartillat, prêtre, entré en 1769, en vertu d'un ordre du Roi, contresigné Phélypeaux, pour ivrognerie, inconduite et crapuleux libertinage. Cependant il faut avouer que vingt ans de retraite expient bien des fautes ».

« Charles Ozanne, entré le 8 juillet 1787, en vertu d'un ordre du roi, contresigné par le baron de Breteuil. Inconduite. Ecarts de jeunesse. Sa réclusion est une correction paternelle à laquelle il serait juste de mettre fin ».

Le 27 août 1784, le Prieur et le Frère Roch Bugnet « religieux chirurgien » signent un certificat constatant que le Sr Hérent, « pensionnaire libre... est attaqué d'une maladie épileptique qui lui occasionne des accès de folie et qui dégénère en imbécillité ».

Le 8 octobre de la même année, le Prieur Didime Choppin avise l'intendant de l'évasion de Buttet de Soissé, ancien officier de dragons « entré en vertu d'un ordre du Roi de 1777, pour folie, pensionnaire de demi-liberté ».

En 1785, le Gouvernement charge deux médecins réputés, Colombier et Doublet, inspecteurs des hôpitaux, de tracer le plan des améliorations à apporter dans l'organisation de l'assistance et du traitement des aliénés. Leur *Instruction sur la manière de gouverner et de traiter les insensés* est « imprimée par ordre et aux frais du Gouvernement », à l'Imprimerie Royale. Colombier, à qui l'on doit la première partie « qui concerne la manière de placer, garder et diriger les insensés », insiste sur la curabilité des maladies

mentales « même lorsque la démence est ancienne », mais surtout lorsqu'elle est « commençante ». « L'on a prouvé que dans tous les cas il était essentiel de traiter d'abord les malades, surtout lorsque la folie est commençante ; mais quand on a employé inutilement toutes les ressources nécessaires pour la guérison ou lorsque la démence est ancienne, on ne doit pas croire que les malades ne guériront point, puisque l'expérience démontre qu'il arrive souvent des révolutions heureuses dans ces individus, qui reviennent entièrement à la raison au moment où on s'y attend le moins ».

La seconde partie de *l'Instruction* est l'œuvre de Doublet : « *Marche générale du traitement qu'il faut administrer dans les différentes espèces de folies* ».

Le ministre, M. de Calonne, donne à l'Instruction une publicité considérable et il entend qu'elle serve de règle. Il impose, d'une façon officielle, les mesures hygiéniques et thérapeutiques que doivent appliquer les Supérieurs des maisons d'aliénés. Ces règles étaient pour une part déjà en usage dans les maisons des Frères de la Charité. Les intendants sont chargés d'expédier des exemplaires de l'Instruction dans tous les hôpitaux et maisons de force de leur généralité. L'intendant de Soissons, en adressant l'Instruction au Prieur de Château-Thierry, lui fait connaître « que l'intention du Roi est que l'on s'y conforme autant que les circonstances et les lieux le permettent ».

En 1785, il y a eu 25 pensionnaires détenus pour cause de folie ou imbécillité. Le nombre des sorties a

été de cinq parmi lesquelles celle du marquis de Saint-Amand, interné depuis près de deux ans pour « crapule et incohduite »

En 1786, sur 25 pensionnaires on en compte : 9 pour folie; 3 pour folie par intervalles; 2 pour folie et incohduite; 3 pour imbécillité; 2 pour épilepsie; 6 pour incohduite. Sur ces 25 pensionnaires, il y en a 21 ordre du Roi, 4 d'ordre de justice; dont 3 par sentence d'interdiction et 1 par arrêt du Parlement.

En décembre 1786, le Professeur Dugauguet (qui avait été prieur à la charité de Senlis en 1750 et 1756) (1) rend compte à l'intendant que le nommé Quatreime Disgonval s'est évadé « malgré les plus soigneuses précautions, ainsi qu'il appert par le procès-verbal qu'en a dressé M. Vol (le subdélégué) ». L'intendant, M. de Blossac, écrit au Prieur : « J'en ai rendu compte au ministre... je ne doute point... que vous ne profitiez de cet exemple pour redoubler de surveillance afin de prévenir pareils événements... »

Le 28 mars 1787, le ministre de Breteuil prescrit à l'intendant M. de Blossac, de « visiter avec soin particulier la Charité ». La correspondance des Intendants, des Subdélégués, des Prieurs montre l'importance qu'on attache aux états semestriels que les Prieurs doivent envoyer à l'intendant.

Souvent on réclame des explications : Comment se fait-il, demande l'Intendant, que tel état ne porte

(1) La Charité de Senlis possédait un important pensionnat d'aliénés et de correctionnaires de 80 lits.

point le nom de tel prisonnier ? S'il a obtenu sa liberté, qu'elle est la date de l'ordre qui la lui a rendue ? S'il s'est évadé, à quelle date et dans quelles circonstances ? A-t-il été transféré ? L'état pour « les six derniers mois de 1787 » signale qu'il y a 23 pensionnaires.

1788. — Un état donne des renseignements précis sur l'état mental des pensionnaires.

« Herent. — Imbécillité habituelle causée par une épilepsie; par intervalles des accès de fureur dange-reux.

« Fleury. — Folie bien marquée et qui ne lui permet pas de demeurer dans la Société.

« Billaudet. — Imbécillité causée par une paralysie qui l'empêche même de parler; quelquefois des em-portements violents.

« Avolle. — Folie habituelle à ce que l'on assure. Il faut nécessairement encore quelque temps pour s'en assurer.

« Dercourt. — Fou furieux par intervalles non marqués. Son dernier accès a duré dix-huit mois. »

Le dernier état semestriel est celui qu'envoie le 5 janvier 1789, le F. Clément Yves, Prieur de la Charité.

La Charité de Château-Thierry ne devait guère survivre, en tant que maison d'aliénés, à la chute de l'An-cien Régime.

La loi du 26 mars 1790, qui supprimait les lettres de cachet et révoquait les « ordres arbitraires », celle

du 18 août 1792, qui dissolvait l'ordre des Frères de la Charité comme les autres congrégations, entraînaient la disparition rapide ou progressive de toutes les maisons de force.

La plupart des pensionnaires furent rendus à la liberté, sauf ceux dont la démence était manifeste. Les religieux durent quitter « le couvent et l'hôpital de la Charité » qu'ils dirigeaient depuis près d'un siècle et demi et qu'ils devaient posséder « pleinement, paisiblement et perpétuellement ». Leur œuvre d'assistance des aliénés, de réforme des « libertins », œuvre poursuivie avec « charité et amour », était anéantie, et méconnus les services inappréciables qu'ils avaient rendus aux aliénés, aux déséquilibrés, à la famille et à la société. Le Prieur fut remplacé par un « économe à demeure choisi par une commission administrative sur la parfaite connaissance de sa moralité et de son civisme ».

La loi du 16 Vendémiaire an V déclare en son article premier : « Les administrations municipales auront la surveillance immédiate des hôpitaux civils établis dans leur arrondissement. Elles nommeront une commission de cinq citoyens résidant dans le canton qui éliront entre eux un président et choisiront un secrétaire. »

Dans le *Registre des délibérations* de la Commission administrative, il est indiqué que la Force est affectée à des prisonniers :

« Cette maison, dans son état primitif, était administrée par ci-devant Charitains qui procuraient aux

malades admis dans les lits fondés dans la dite maison les secours dont ils avaient besoin, qu'on y recevait aussi comme pensionnaires les personnes dont l'esprit était aliéné, soit en vertu d'ordre du gouvernement, soit volontairement aussi, sous l'inspection des Charitains et la surveillance des autorités alors existantes; que, depuis la suppression des ordres religieux, la dite maison a été administrée par une Commission sous la surveillance de l'administration municipale..., que l'on continue à y entretenir les lits fondés et à y recevoir des pensionnaires; que l'extrême modicité des revenus appartenant aux pauvres fait qu'on ne peut pourvoir à leurs besoins qu'en y joignant l'économie sur les pensions, que depuis environ trois ans, une partie des bâtiments qui servaient à la Force est employée à recevoir les prisonniers militaires, ceux de la police correctionnelle et ceux du grand criminel comme dépôt momentanée... »

L'hôpital continua donc à recevoir quelques aliénés. On les enferma même parfois, sous le Premier Empire, dans une cage. Le registre des délibérations porte, en 1809, la mention suivante : « Attendu que Lobigeois est dans un état qui nécessite et exige des soins particuliers, qu'il est furieux et qu'il devient même indispensable de faire établir une cage pour l'y enfermer, et considérant que c'est une dépense extraordinaire que l'hospice se trouve forcé de faire seulement pour le dit Lobigeois, arrête qu'il payera une pension de 1.200 livres. »

La Charité sert aujourd'hui d'hospice de vieillards et

d'orphelinat. Depuis l'époque où les Frères de la Charité y « exerçaient charitablement envers les pauvres malades leur pieux institut de l'hospitalité », la maison n'a subi que des modifications insignifiantes. On peut arriver à une identification très probable des trois grandes divisions qui permettaient le classement des trente pensionnaires suivant leur état mental et leurs réactions : 1° *La force* (17 lits) pour les aliénés insociables, violents, et les correctionnaires dont on redoute les mauvais instincts, les tentatives d'évasion et qui doivent être « resserrés » ; 2° *la demi-liberté* (8 lits) pour les pensionnaires tranquilles, mais nécessitant cependant une certaine surveillance ; 3° *la liberté* (5 lits) pour les « gens sages », les convalescents ou les sujets amendés ; ils habitent le « corridor des religieux » et sont autorisés à manger à la table des religieux.

CONCLUSION

L'historique qui précède aura suffi peut-être à montrer les règles inflexibles qui présidaient à l'internement des pensionnaires, les garanties qui leur étaient réservées pendant leur séjour, la surveillance qu'exerçaient les autorités administratives, le contrôle vigilant du ministre, de l'intendant, du lieutenant de police, du subdélégué, les réformes successivement introduites au cours du xviii^e siècle.

Nous avons vu que tout était mis en œuvre pour obtenir la guérison des malades aussi bien les traitements médicamenteux que la psychothérapie. En réalité on ne considérait point à cette époque les maladies mentales comme incurables. Fréquemment, dans les documents d'archives, il est fait mention de soigner les aliénés, de les « médicamenter » et de « tâcher de les guérir ». De nombreux documents prouvent que le traitement moral joue un rôle important, aussi bien pour les prisonniers « accablés » qui supportent mal la détention et l'isolement, tombant dans « l'angoisse », le désespoir que pour les délirants qui doivent être « traités avec charité ».

Le régime des aliénés au xviii^e siècle est demeuré complètement inconnu jusqu'aux travaux du Docteur Sérieux et l'ignorance a laissé le champ libre aux

légendes. On a partout répété que l'arbitraire le plus capricieux, le bon plaisir le plus fantasque, dictaient seuls le placement des « malheureuses victimes » des lettres de cachets ». Il n'en est rien. Là où la crédulité des historiens ne parle que de « victimes monstrueuses », les documents originaux ne montrent que des règles fort prudentes appliquées avec exactitude.

Avec une méconnaissance surprenante des textes, on a présenté les pensionnaires des maisons de force de l'ancien régime comme les victimes de détentions arbitraires. Les documents conservés dans les archives de la Lieutenance générale de police montrent les faits comme la vivante antithèse de ce qu'ont affirmé des historiens mal informés.

D'ailleurs à la lumière des faits, la condition des aliénés sous l'ancien régime n'apparaît pas sensiblement différente de celle qu'a créée en France le législateur de 1838.

L'analogie est frappante entre des maisons d'aliénés, comme celle de Château-Thierry, de l'ordre de Saint-Jean de Dieu et les pensionnats d'aliénés actuels, annexés aux asiles publics. Cette analogie se poursuit lorsque l'on a comparé la population d'une force de l'ancien régime et celle d'un asile du xx^e siècle.

Vu : le Doyen de la Faculté,
TIFFENEAU.

Vu : le Président de thèse,
LAIGNEL-LAVASTINE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

MANUSCRITS

Bibliothèque de l'Arsenal.

Archives de la Bastille et de la Lieutenance générale de police-ms 11.183, 11.251, 10.177, 11.824, 11.811, 12.365. Dossier 11.360.

Archives nationales : Ordonnances des R.P. Provinciaux de l'Ordre de Saint-Jean de Dieu (1719-1734).

Bibliothèque de la ville de Paris. Mémoire concernant les hôpitaux et maisons de force du Royaume, ms 18.937.

Archives départementales.

Archives d'Ille-et-Vilaine :

Eclaircissement sur la manière dont sont reçus et traités les prisonniers des diverses maisons de force dont l'administration est confiée aux religieux hospitaliers de l'ordre de la Charité et de l'ordre qui s'y observe.

Archives de l'Orne, C 275.

Archives de l'Aisne, C 677 à 699.

Archives de la Seine-Inférieure, C 13.

Archives Hospitalières.

Archives de l'Hôtel-Dieu de Château-Thierry.

Archives de l'hôpital de Romans.

Règlement général pour toutes les maisons de force de la Charité, 1765 (III Fl. 35).

IMPRIMÉS

BOUTRY. — La Médecine et les Institutions charitables au temps de Louis XVI. (*Chronique Méd.*, 15 novembre 1904.)

CHATELIN (Docteur Philippe). — Le régime des aliénés et des anormaux au xvii^e et xviii^e siècles. L'élimination des anormaux. Le donjon de Vincennes et ses prisonniers. (Thèse Fac. Méd. Paris, 1931.)

COLOMBIER et DOUBLET. — Instructions sur la manière de gouverner les insensés et de travailler à leur guérison dans les asiles qui leur sont destinés (imprimés par ordre et aux frais du gouvernement, Paris, Imprimerie Royale, 1785, in-4).

FUNCK-BRENTANO (Frantz). — Les lettres de cachet à Paris, étude suivie d'une liste de prisonniers de la Bastille. Paris, Impr. Nationale, 1903. Les lettres de cachet en blanc. Académ. des Sciences morales et politiques, 1895.

Catalogue des manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal, t. IX.

Archives de la Bastille. Paris, Plon, 1892.

Les lettres de cachet. Paris, Hachette, 1926.

HENRY (Docteur Marthe). — La Salpêtrière sous l'ancien régime. Les origines de l'élimination des antisociaux et l'assistance aux aliénés chroniques. Thèse, Fac. médecine, Paris, 1922.

HOWARD. — Etat des prisons, des hôpitaux et des maisons de force. (Traduit de l'anglais). Paris, 1788, 2 vol.

LAIGNEL-LAVASTINE et Jean VINCHON. — Les malades de l'esprit et leurs médecins du xvi^e au xix^e siècle. Paris, Maloine, 1930.

MONVAL (Jean). — Les Frères Hospitaliers de Saint-Jean de Dieu. Paris, Grasset, 1936.

RAVAISSON (François) et RAVAISSON-MOLLIEN. — *Archives de la Bastille*, documents inédits. Paris, Pedone-Lauriel, 1866-1904, 19 vol.

SÉRIEUX (Docteur Paul). — Le quartier d'aliénés du dépôt de mendicité de Soissons. *Société historique de Soissons*, juin, octobre 1930 et février 1931. *Bull. de la Soc. hist.* Soissons, 1934.

L'internement par « ordre de justice » des aliénés et correctionnaires sous l'ancien régime. *Revue historique du droit français*, 1932.

SÉRIEUX (Docteur Paul) et LIBERT (Docteur Lucien). — Un asile de sûreté sous l'ancien régime. *Bulletin de la Société de médecine de Gand*, juin 1911.

La Bastille et ses prisonniers. Contribution à l'étude des asiles de sûreté.

L'encéphale, juillet, août, septembre, octobre 1911.

Une maison d'aliénés et de correctionnaires sous l'Ancien Régime.

La Charité de Château-Thierry. (*Bulletin de la Société française d'histoire de la médecine*, janvier 1933.)

SÉRIEUX (Docteur Paul) et LIBERT (Docteur Lucien). — Prisons d'Etat et asiles de sûreté.

Les anormaux constitutionnels à la Bastille. (XXI^e Congrès des médecins aliénistes et neurologistes, Amiens, août 1911.)

Les anormaux constitutionnels à la Bastille : interpréteurs, revendicateurs, fabulateurs. (*Chronique médicale*, 1^{er} et 15 octobre 1911.)

La Bastille, asile d'aliénés et asile de sûreté. (*Aesculape*, octobre 1911.)

Les lettres de cachet « prisonniers de famille » et « placements volontaires ». (VI^e *Congrès belge de neurologie et de psychiatrie*, Bruges, 30 sept. et 1^{er} oct. 1911 et *Bulletin de la Société de médecine mentale de Belgique*, décembre 1911 et février 1912.)

De l'internement des anormaux constitutionnels : asiles de sûreté et prisons d'Etat. (*Congrès d'anthropologie criminelle*, Cologne, octobre 1911.)

L'assistance et le traitement des maladies mentales au temps de Louis XVI avec l'instruction de Colombier in extenso. (*Chronique médicale*, 15 juillet, 1^{er} août 1914.)

Le régime des aliénés en France au XVIII^e siècle. (*Congrès de médecine*, Londres, 1913. *Bull. Soc. médecine mentale de Belgique*, août-octobre 1913. *France médicale*, 25 mai 1914.)

Règlements de quelques maisons d'aliénés. Documents pour servir à l'histoire de la psychiatrie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles. (*Bul. Soc. médéc. mentale de Belgique*, juin 1914.)

Le régime des aliénés en France au XVIII^e siècle. (*Annales méd. psycholog.*, juillet 1914, janvier 1916.)

Notice historique sur la Charité de Château-Thierry. (*Soc. historique de Soissons*, 11 février 1932. *Bull. Soc. Hist. médecine*, janvier 1931.)

VINCHON (Docteur Jean). — L'emploi de la musique dans le traitement des psychoSES. (*Revue de psychiatrie*, sept. 1913.)

Docteur WAHL. — Un internement au XVIII^e siècle. Mouvement médical. Université de Toulouse, 25 mai 1913.

